arbido

2009/2 Menschenrechte in Schweizer Informationseinrichtungen

Praz Fabrice,

# Droit à l'information en danger

**Le développement de nouvelles technologies comme internet et les téléphones portables a radicalement changé l'accès à l'information. L'échange d'informations est devenu plus rapide et plus facile. Mais non sans risque de censure et de répression.**

Bien que les conventions internationales garantissent le droit à la liberté d'information ainsi que la libre circulation des idées à travers les frontières, un nombre grandissant de personnes sont censurées, voire emprisonnées pour avoir exprimé des idées contestataires. Les gouvernements sont de plus en plus nombreux à tenter par tous les moyens d'empêcher la liberté d'expression sur internet. Aucune région du monde n'y échappe. Avec la palme pour la Chine.

Les centaines de millions de Chinois qui utilisent internet sont sous haute surveillance. Plus de 30 000 policiers surveillent le web, 24 heures sur 24 et sept jours sur sept. Toute personne qui réclame davantage de démocratie ou qui demande le respect des droits humains se retrouve derrière les barreaux. Les autorités chinoises sont à la pointe. Le système de filtrage d'internet mis en place par le gouvernement est l'un des plus sophistiqués au monde. En première ligne, les journalistes, les juristes et les militants des organisations non gouvernementales (ONG). Mais aussi toute voix qui oserait critiquer le gouvernement ou dénoncer les injustices commises par les forces de l'ordre. Réfugié à Paris, le dissident chinois Cai Chongguo est pessimiste: «Il y a quelques années, j'ai cru qu'internet allait démocratiser la Chine. Mais aujourd'hui, je n'y crois plus. J'ai l'impression que le gouvernement l'utilise pour faire de la propagande et que seules les sociétés étrangères en profitent vraiment. Bien plus que les gens qui rêvent de démocratie et de liberté d'expression. Le gouvernement surveille internet très efficacement. C'est devenu un outil pour le contrôle de la population.»

## Complaisance des multinationales

Les technologies qui permettent au gouvernement chinois de filtrer et de bloquer le contenu d'internet sont principalement fournies par des compa- gnies étrangères. *Yahoo!, Google* et *Microsoft* pratiquent la censure en temps réel. «Qu'elles cèdent aux pressions des responsables chinois ou devancent les inquiétudes gouvernementales, les sociétés qui imposent des restrictions portant atteinte aux droits humains sont dépourvues de toute vision à long terme», dénonce Irene Khan, la secrétaire générale d'Amnesty International. «Les accords passés avec les autorités chinoises, qu'ils soient écrits ou tacites, vont à l'encontre des ambitions de l'industrie des technologies de l'information, qui se targue de promouvoir le droit à la liberté d'information pour tous, en tout temps et en tout lieu.»

En Chine, vous pouvez taper «droits humains», «démocratie», «liberté» ou même «Amnesty International» dans les moteurs de recherche: aucun résultat. Si vous cherchez des informations sur des thèmes sensibles comme le massacre de Tianan men ou l'indépendance du Tibet, certains sites seront automatiquement écartés de la recherche. Des blogs, hébergés par *Microsoft*, sont régulièrement fermés quand leur contenu a le malheur de dénoncer les nombreuses violations des droits humains commises dans le pays ou de revendiquer plus de démocratie ou de liberté d'expression. La responsabilité directe de *Yahoo!* dans l'arrestation de deux journalistes a été clairement établie. La multinationale a reconnu avoir fourni des informations confidentielles sur deux de ses utilisateurs. Shi Tao et Li Zhi purgent actuellement de longues peines de prison.

Que faire face à un tel constat? Comment garantir le droit à une information libre? La solution peut émerger où on l'attend le moins, par une prise de conscience au sein même de l'industrie de l'information, comme le montre l'initiative lancée en 2008 par les actionnaires de *Google*.

Ils ont déposé une résolution lors de l'assemblée générale de l'entreprise. Bien que cette résolution ait été rejetée, on peut considérer que la démarche d'ac- tionnaires tels que la Caisse de pension de New York *(New York City Pension Fund)* a eu un effet positif: le projet de résolution a permis de faire pression sur *Google* et a obligé l'entreprise à prendre position sur cette question.

## Essor des téléphones portables

Blogs, sites, forums: depuis une dizaine d'années, internet a vu éclore des es- paces de liberté et de contestations, véritables palliatifs à la mainmise de gouvernements sur les médias traditionnels. La Chine n'est pas seule. Il est rare de trouver un gouvernement qui n'ait pas à faire face à des cyberdissidents «armés» de leur ordinateur. Le 12 mars 2009, Reporters sans frontières (RSF) lançait avec le soutien d'autres ONG une action intitulée «24 heures contre la censure sur internet». L'état des lieux est accablant. Dans vingt-deux pays, la Toile est surveillée, filtrée et écumée de toute voix contestataire.

«L’année passée, durant l’Etat d’urgence au Pakistan, des bloggeurs ont eu peur d’utiliser internet pour rapporter les nouvelles et les informations et ils ont alors décidé d’utiliser la téléphonie mobile qui permet de garantir leur anonymat», affirme Ken Banks, fondateur de kiwanja.net, une organisation spécialisée dans l’utilisation du portable dans le développement. Pour l’instant, le réseau téléphonique est encore relativement préservé de la censure, mais pour combien de temps encore?

Alors que seule une personne sur sept possède un ordinateur, près d’une personne sur deux à travers le monde a un téléphone portable. En 1990, en Afrique, il y avait à peine 14 000 abonnements téléphoniques, alors qu’en 2005, il y en a plus de 280 millions. Face à ce constat, plusieurs spécialistes d’internet et des informaticiens ont développé des technologies combinant les avantages de la téléphonie mobile – son faible coût et sa démocratisation, notamment en Afrique et en Asie – et internet. Grâce aux téléphones portables, un simple citoyen peut se transformer en témoin d’atteintes aux droits humains et le web permet de mieux en faire son écho. «Grâce à un ordinateur portable et une centaine de téléphones mobiles recyclés, l’accès aux soins a été facilité pour près de 250 000 Malawites vivant dans des zones rurales», déclare Ken Banks. Aujourd’hui, des ONG présentes dans quarante pays utilisent le programme gratuit *FrontlineSMS* qu’il a développé.

## Elections sous surveillance

Autre acteur majeur dans ce domaine, la plateforme de communication *Ushahidi* («témoignage» en swahili). Elle est née à la suite des violences postélectorales qui ont secoué le Kenya au début de l’année 2008 et suite au black-out médiatique ainsi qu’à la difficulté d’avoir des informations sur la situation qui ont suivi. Grâce au site internet ushahidi.com, toute personne qui avait été témoin de violences pouvait envoyer un SMS à un numéro de service de messagerie géré par l’équipe d’*Ushahidi*. Après vérifications, ces informations étaient mises en ligne et localisées grâce à *Google Map* sur une carte du Kenya. *Ushahidi* a également été utilisé pour recueillir des témoignages lors du conflit qui a éclaté en novembre 2008 dans le Nord-Kivu, dans l’est de la République démocratique du Congo. Prochain grand défi pour *Ushahidi*: partici- per à la supervision des quelque 714 millions de votants indiens qui vont se déplacer aux urnes pour élire leur parlement (www.votereport.in).

Grâce à ce nouveau mode de travail en réseau offert par la téléphonie mobile – comme les mises à jour par SMS concernant les campagnes d'actions et les activités menées – les ONG bénéficient de nouvelles façons de commu- niquer avec leurs membres et leurs partenaires. Amnesty International en Belgique a recours aux SMS pour inciter de nouveaux contacts à réagir rapidement aux cas d'atteintes aux droits humains, via un appel à participer aux actions urgentes. Après s'être abonné à ce service d'actions urgentes, l'utilisateur reçoit chaque semaine un SMS avec le descriptif d'une action. S'il désire la soutenir, il lui suffit de renvoyer un SMS à Amnesty avec son nom, prénom et adresse. Ces informations qui font office de signature sont ensuite transmises aux autorités concernées.

## Diversification

Certaines organisations vont encore plus loin dans le champ d'utilisation du téléphone. *Mobiles-in-a-Box* – un projet de *Tactical Technology Collective* – propose tout un ensemble d'outils, de stratégies et de guides d'utilisations visant à aider les ONG à utiliser les téléphones mobiles et d'autres médias dans leur travail. «Il y avait le besoin d'une nouvelle approche dans l'utilisation de la technologie et des informations pour lutter contre des gouvernements oppressifs aux ressources énormes», déclare Marek Tuszynski, cofondateur de *Tactical Technology Collective.*

La téléphonie mobile permet de diversifier les moyens d'action des ONG. Grâce à ce nouveau mode de communication, les organisations et les militants indépendants peuvent entrer en contact avec des personnes qu'ils ne pouvaient atteindre auparavant. Des personnes marginalisées, se trouvant dans des zones reculées ou dans des zones de conflits. L'œil du citoyen pèse sur les responsables des atteintes aux droits humains, mais la pression doit également être mise sur les utilisateurs et utilisatrices de cette technologie, qui, s'ils ne vérifient pas les informations reçues, risquent de faire perdre toute crédibilité à cet outil nécessaire dans l'accès au droit à l'information.

**Fabrice Praz**

**Journaliste aupre?s de la section suisse d'Amnesty International**

## Résumé

**Deutsch**

**Die Entwicklung neuer Technologien wie die des Internets oder die des Mobiltelefons haben den Zugang zur Information stark verändert. Der Austausch von Informationen wurde vom technischen Standpunkt her schneller und einfacher. Das Risiko von Zensur und Repression durch den Staat hat aber im gleichen Mass zugenommen. Am Beispiel von China und Pakistan zeigt sich, wie die Bemühungen um ungehinderte Informationsverbreitung durch staatliche Stellen verhindert werden. Suchmaschinen werden zensuriert, und auf gewisse Stichworte bei der Suche werden keine entsprechenden Links angezeigt. In Pakistan wurde daher eher das Mobiltelefon zur Nachrichtenweitergabe benutzt, da die Anonymität besser geschützt werden konnte. Nichtregierungsorganisationen haben auf diese Entwicklung reagiert. Die zunehmende Verbreitung der Mobiltelefone in Afrika ermutigt die Nichtregierungsorganisationen, neue Wege der Kommunikation mittels SMS zu beschreiten und sich bei den Mitteln der Informationsverbreitung nicht auf das Internet zu beschränken, sondern auch dazu SMS als Kommunikationsmittel einzusetzen, wie verschiedene Beispiele aus Afrika zeigen.**